

Rencontre du Groupe de codéveloppement, mercredi le 7 décembre 2016

Thème : L'impact d'événements politiques sur notre vie et la société

Ce thème sur *La politique* » a été l'occasion de réflexions et de partage qui a fait surgir plusieurs « sous-thèmes » directement ou indirectement associés à la politique et aux conséquences sur notre vie ou notre société. Voici divers éléments qui sont ressortis de la réflexion et du partage.

Le thème éthique du « puis-je » et du « dois-je »

Le thème éthique du « *puis-je* » et du « *dois-je* » a déclenché les échanges. En politique les élus sont confrontés, comme nous-mêmes, à ce *puis-je* et à ce *dois-je*. À titre d'exemple, notre premier ministre du Canada Justin Trudeau selon les règles établies au gouvernement fédéral trouvait acceptable de s'asseoir avec de riches Chinois qui déboursaient 1500\$ pour un repas en tête à tête avec lui (notre premier ministre). Donc, à la question « puis-je? », Justin Trudeau n'a pas hésité : oui *je peux*. La loi, les règles me le permettent. Il a agi selon les règles et le code de déontologie le lui permettait. Mais, là où cela devient plus important, là où le niveau éthique d'un geste politique, d'une action s'évalue, c'est avec l'autre question : « devait-il le faire ? » et s'il le faisait, même si les règles le permettent, est-ce « éthiquement » acceptable? Car, n'y a-t-il pas ici un danger de « conflit d'intérêts », de privilégier un groupe de « riche » au détriment de personnes « ordinaires » afin de remplir les coffres du parti?

La question de ce qui est moral et de ce qui est légal

Ce qui est *légal* et n'est pas nécessairement *moral*. Ce qui est légal a l'avantage d'être « dépersonnalisé », rationnel alors que l'aspect « moral » varie selon les personnes, le contexte, les cultures. Ce qui est moralement acceptable pour l'un peut être immoral pour l'autre. Toutefois, la politique dans un état de droit et de démocratie doit établir un juste équilibre en le « puis-je » et le « dois-je » ou entre « est-ce que je peux » et « est-il juste et équitable que je le fasse ». Finalement, est-ce éthiquement acceptable aux yeux du « peuple ».

La question du pouvoir ou de l'abus de pouvoir

La politique et les politiciens sont intimement liés à la question du « pouvoir », la force du pouvoir et les dangers de « l'abus de pouvoir ».

Jacques Cartier lorsqu'il a planté sa croix ici en Amérique en disant : Voici, maintenant ce sont nos terres. C'était une question de pouvoir. Les colonies de la

France, de l'Angleterre, de l'Espagne et du Portugal, c'était également une question de pouvoir et de politique « étrangère ». Cependant, était-ce éthiquement ou moralement acceptable?

Il est possible de retracer les racines du pouvoir en faisant référence à l'évolution de notre espèce *l'Homo sapiens*. L'on sait que dans ce processus d'évolution, sont présents la survie de l'espèce ainsi que le principe à ce que les meilleurs organismes s'adaptent mieux et survivent alors que les plus faibles risquent davantage de disparaître. Cette « loi naturelle » permet de favoriser la transmission des meilleurs gènes. Toutefois, il est possible de croire à un non-déterminisme automatique, car l'éducation et la culture, entre autres, peuvent faire toute la différence. La loi naturelle du *Plus adapté* ou du *Plus fort* peut donc être compensée par l'éducation, la socialisation et la culture (les valeurs de justice, de partage, les lois, les religions, etc.). Alors, il est possible de penser que le pouvoir peut aussi être utilisé, en politique, pour « faire du bien ».

La politique et les politiciens élus représentent le peuple et gouvernent. Les gouvernements établissent des lois, répartissent les budgets (la santé, l'éducation, la justice, la culture, l'économie, etc.). C'est aussi un lieu et des occasions fréquentes de pouvoir et la tentation d'abus de pouvoir, de tricheries, de fraudes et de profits personnels au détriment du peuple.

Force est de constater le pouvoir qu'a la politique sur nos vies, notre bien-être, sur la répartition de la richesse, sur les dangers de la corruption et de la malhonnêteté.

Le politique, la politique, un parti politique

Nos échanges ont aussi porté sur la différence entre *le politique* (une science politique de gouvernance...) et *la politique* et les *partis politiques* qui sont plus à un niveau idéologique, plus orientés...

L'échange nous a permis de nous questionner sur les jeunes députés qui arrivent en politique, nouvellement élue et qui témoignent d'intentions, de passions et de valeurs souvent admirables pour rendre service aux autres. Pourront-ils conserver ces valeurs où est-ce que la *ligne de partie* les obligera à changer?

La question des valeurs universelles

Le thème de la politique nous aussi amené à la question des valeurs universelles, comme la justice, l'équité, le partage, la sécurité, le respect. Ces valeurs universelles pour certains sont représentées par nos chartes de droits et libertés des personnes

(Charte du Québec et Charte du Fédéral). La grande question est de savoir si on les actualise.

Éducation vs instruction

Ce thème de la politique a été également l'occasion d'échanger sur l'importance de l'éducation, de former des citoyens ayant un esprit critique. Aussi le constat que d'être « instruit » (avoir des diplômes) ne signifie pas nécessairement être bien éduqué.

Le problème des médias sociaux

Le thème de la politique nous a indirectement dirigés vers une discussion sur les médias sociaux. Pour certains les médias sociaux (Facebook, Twitter, et autres) donnent un pouvoir à n'importe quelle personne qui veut s'exprimer et qui permet de dire tout et n'importe quoi (du vrai et du faux). Tout le monde veut dire son opinion, même ceux qui n'ont rien d'important à dire. Certains autres du groupe avançaient que les médias sociaux étaient un outil extraordinaire de communication pour partager les idées, les opinions, éviter l'isolement, communiquer entre amis et entre les membres d'une famille. Certains mentionnaient que pour savoir ce qui se passait dans la famille de leurs enfants ils allaient sur Facebook et apprenaient plein de nouvelles.

Finalement on peut penser que ce ne sont pas les médias sociaux ou Internet qui est la cause des problèmes possibles, mais plutôt les utilisateurs et utilisatrices (les humains).